

Il est également intéressant de noter que dans d'autres pays qui ne sont pas membres de l'OPEP, les prix sont aussi élevés. Je cite en exemple la Grande-Bretagne qui est autonome grâce au pétrole de la Mer du Nord. En Allemagne de l'Ouest également et dans d'autres pays du monde, le pétrole se vend aussi cher en dépit du fait qu'on n'y est pas dépendant des pays de l'OPEP pour les approvisionnements. Il convient de se demander si oui ou non le prix du pétrole est actuellement arrêté par l'OPEP ou s'il s'agit du prix en vigueur sur les marchés mondiaux.

Aussi longtemps que nous continuerons à affirmer que l'OPEP nous exploite, la division au sein du pays ne fera que s'accroître, particulièrement si l'on considère que les premiers ministres des provinces de l'Ouest ont déclaré qu'ils ne réclameraient pas l'équivalent du prix international, mais un certain pourcentage du prix en vigueur sur les marchés mondiaux. Le problème est bien différent s'il s'agit d'un cartel international qui vend à un prix unique. On retrouve à l'extérieur de l'OPEP des pays comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest qui vendent leur pétrole aussi cher.

Il arrive aussi, à Lloydminster, en Saskatchewan, par exemple, qu'il faille utiliser un baril de pétrole pour en extraire deux. Autrement dit, un baril de pétrole sur trois sert à extraire les deux suivants, c'est-à-dire qu'il faut 30 p. 100 de l'énergie produite pour extraire le pétrole. Je songe à un système de récupération secondaire qui nécessite l'injection de vapeur et de saumure chaude pour détacher le pétrole des couches tertiaires et l'extraire.

J'exhorte tous les députés à essayer de comprendre ce secteur et à songer aux perspectives immenses qu'il nous ouvre. Il n'y a aucun pays qui soit aussi favorisé que le Canada et qui possède autant de ressources humaines, forestières, halieutiques, minérales ou énergétiques. Nous possédons cette forme d'énergie en grande quantité, mais nous devons être disposés à faire les dépenses nécessaires pour l'amener sur le marché canadien, ce qui nous permettra de créer des emplois et de vendre nos conduites. Cela nous évitera de devoir payer le prix mondial et nous nous trouverons dans une situation avantageuse par rapport à la concurrence sur les marchés mondiaux.

Si nous décidons toutefois d'envoyer, comme prévu, 8,5 milliards de dollars d'ici 1985 au Mexique, au Venezuela ou au Moyen-Orient et de ne pas créer un seul emploi ni employer un célibataire—ou une personne mariée—nous n'aurons certainement pas lieu d'être fiers d'avoir jeté l'argent par les fenêtres de la sorte, si l'on doit nous juger d'après cela.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant expiré.

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Monsieur l'Orateur, je vais commencer mon intervention et dans quelques instants, je vous rappellerai qu'il est 10 heures. Je ne sais trop comment amorcer mon intervention dans le débat sur ce bill après avoir lu l'article de Doug Small dans un journal des derniers jours où il parlait de la traditionnelle formule: «Je suis heureux de l'occasion qui m'est donnée de participer à ce

L'ajournement

débat». Les députés devront maintenant trouver une autre phrase introductive.

Le bill demande à attribuer au gouvernement le pouvoir d'emprunter douze milliards de dollars ou, comme un député l'a dit plus tôt ce soir, à lui donner un chèque en blanc de 12 milliards. Mais au juste, depuis quand le pays accorde-t-il des chèques en blanc à son gouvernement? Depuis le jour où, en 1969, l'actuel premier ministre, avec un des premiers bills qu'il ait présentés au Parlement, a réussi à changer le Règlement de la Chambre en ce qui a trait aux dépenses gouvernementales. Il voulait à tout prix empêcher le Parlement d'examiner les dépenses du gouvernement en profondeur comme il est censé le faire. Depuis, le pays est gouverné par une équipe qui ne marche qu'à coups de blancs-seings.

Le gouvernement libéral actuel a fait sienne la philosophie politique consistant à se dire que la seule solution à nos problèmes est de faire tourner la planche à billets, de dépenser davantage d'argent et d'en emprunter encore davantage. Tous les députés qui utilisent l'expression «gouvernement dilapidateur» savent certainement de quoi ils parlent. Les Canadiens paient encore pour ce changement au Règlement qu'a fait adopter l'actuel premier ministre afin que nous ne sachions plus comment sont dépensés les deniers publics. Ainsi qu'un député l'a dit ce matin, le vérificateur général n'arrive même pas à découvrir où s'en va la moitié de l'argent de l'État. Le gouvernement a un budget de l'ordre de 52 milliards de dollars et le vérificateur n'arrive pas à en retrouver la moitié. Je tiens à signaler qu'il est dix heures, monsieur l'Orateur, mais je reprendrai la parole demain après-midi.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au président du Conseil privé (M. Pinard) si nous allons poursuivre demain cet exercice passionnant?

[Français]

M. Pinard: Monsieur le président, demain nous étudierons les bills C-28, C-19 et C-3, dans cet ordre.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

● (2200)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—L'UNION SOVIÉTIQUE—LE RÉTABLISSEMENT PRÉSUMÉ DES ÉCHANGES CULTURELS, SCIENTIFIQUES ET ÉDUCATIFS

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur l'Orateur, M. John Anderson, celui qu'on considère aux États-Unis, je le suppose, comme le candidat de rechange à la présidence de ce pays, a dit: